PROCÈS VERBAL DE LA RÉUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 27 AVRIL 2018

Le vingt sept avril deux mil dix huit, à vingt heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Alain FOUGLÉ, Maire.

Présents : M. FOUGLÉ Alain, M. HONORÉ Jean-Yves, M. ORY Jean, Mme COQUILLET Floriane, Mme BOYER Pia, M. BRÉAL Loïc, M. FAUTREZ Rodrigue, M. PORCHER Henri, M. BODINAUD Stéphane, Mme PATRAT Annick, M. BURGOT Michel, Mme LEGRY Christelle.

Absente excusée : Mme LE BOHEC Inès donne pouvoir à Mme BOYER Pia.

Secrétaire de séance : M. M. HONORÉ Jean-Yves

Intervention de la SADIV : présentation de l'avancement du dossier de concession de la ZAC du Grand Clos

Monsieur le Maire déclare la séance du Conseil municipal ouverte à 20h00.

Approbation du compte rendu de Conseil municipal.

Le Conseil municipal approuve, à l'unanimité, le compte-rendu de la réunion du 30 mars 2018.

I – ZAC DU GRAND CLOS : GARANTIE D'EMPRUNT

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil municipal que la Société d'Aménagement et de Développement d'Ille et Vilaine (SADIV) sollicite la collectivité de Feins pour une garantie d'emprunt au titre de la Zone d'Aménagement du Grand Clos (ZAC) pour les travaux d'aménagement et de viabilisation de la tranche 1.

Considérant l'offre de financement d'un montant de **500 000,00 €** émise le 22/03/2018, par la Caisse d'Épargne et acceptée à hauteur de 500 000 € par la SADIV (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de financement de la ZAC du Grand Clos à Feins (ci-après « l'opération »), pour lequel la commune de FEINS (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « la Garantie ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'offre de financement de la Caisse d'Épargne du 22/03/2018 acceptée par la SADIV ;

Vu ensemble les articles L. 300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L.300-5, et l'article L 1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 047-2011 de la Commune de Feins en date du 27/05/2011 approuvant le dossier de création de l'Opération ;

Vu la délibération n° 050-2012 de la Commune de Feins en date du 06/07/2012 désignant comme aménageur de l'Opération ;

Vu le traité de concession d'aménagement de la ZAC du Grand Clos signé le 24/10/2012 et notifiée au Concessionnaire le 26/10/2012.

Vu l'avenant n° 1 du 23/12/2013 au traité de concession ;

Vu l'avenant n° 2 du 01/10/2014 au traité de concession ;

Vu l'avenant n° 3 du 26/02/2016 au traité de concession.

Décide

Article 1 : Garantie d'emprunt accordée par la commune de Feins

1.1 – Le garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 10 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat de Prêt à venir entre l'Emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le Prêt »).

L'offre de Prêt est jointe en annexe et fait partie de la présente délibération.

1.2 – Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

1.3 – Le garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1.1 et 1.4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

1.4 – En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

1.5 – La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

1.6 – Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.5211-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

Article 2 : Reprise du Contrat de Prêt conclu par le Concessionnaire

Considérant le traité de concession (ci -après « le Traité de concession ») signé entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions dictés ci-dessous.

2.1 – Le Concédant s'engage, selon les termes et conditions du Traité de concession, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration du Traité de concession si le contrat n'est pas soldé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité à 12 voix pour, 1 voix contre, valide la proposition de prêt annexée à la présente délibération, autorise M. le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

II - ZAC DU GRAND CLOS : NOMINATION DES RUES AVEC NUMÉROTATION

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil municipal qu'il convient de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et prévoir la numérotation dans le cadre de la viabilisation de la tranche 1 de la ZAC du Grand clos.

La dénomination des voies communales et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du CGCT aux termes duquel « dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ». Il convient, pour faciliter leur repérage, pour les services de secours (SAMU, Pompiers, Gendarmes qui ont du mal à localiser les adresses en cas de besoins), le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses de ces immeubles et de procéder à la numérotation.

Il est proposé de nommer la rue principale de la 1ère tranche « Rue des Préteaux Le Grand » et d'y inclure la numérotation.

Le plan est joint en annexe et fait partie de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide la proposition de nomination de la rue principale de la 1ère tranche « Rue des Préteaux Le Grand » et d'y inclure la numérotation. Le plan détaillé sera annexé à la présente délibération.

III – CCVIA : MODIFICATION DE LA COMPÉTENCE ENFANCE/JEUNESSE

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil municipal que la CCVIA a validé la modification de statuts de la compétence Enfance / Jeunesse au titre de l'accueil collectif de mineurs au Domaine de Boulet.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment les articles 33 et 35,

Vu l'arrêté préfectoral d'Ille-et-Vilaine en date du 14 novembre 2016 portant sur l'extension du périmètre de la Communauté de communes Val d'Ille-Aubigné aux communes d'Andouillé-Neuville, Aubigné, Feins, Gahard, Montreuil-sur-Ille, Mouazé, Saint-Aubin-d'Aubigné, Sens-de-Bretagne, Vieux-Vy-sur-Couesnon à compter du 01 janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral d'Ille-et-Vilaine en date du 19 décembre 2016, portant nouvelle dénomination de la Communauté de communes du Val d'Ille en Communauté de communes Val d'Ille-Aubigné et approuvant ses statuts, et notamment l'article 7-4 concernant la compétence Enfance/Jeunesse,

Le Conseil communautaire, par délibération n° 045-2018 du 13 mars 2018, a validé la modification statutaire suivante :

- extension de la compétence Enfance/Jeunesse à la **gestion et animation d'accueil collectif de mineurs d'intérêt communautaire**,

En conséquence, il nous est proposé :

- d'adopter la modification de l'article 7-4 Enfance-Jeunesse des statuts de la Communauté de communes Val d'Ille-Aubigné, validée par le Conseil communautaire lors de sa réunion du 13 mars 2018,

- de demander à M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine de bien vouloir arrêter les nouveaux statuts de l'EPCI.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, adopte cette modification de l'article 7-4 Enfance-Jeunesse des statuts de la Communauté de communes Val d'Ille-Aubigné.

IV – LOCATIFS SOCIAUX : FRAIS DE REMISE EN ÉTAT D'UN LOGEMENT

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil municipal qu'un titre de recettes d'un montant de 508,11 € a été émis le 29/03/2018 pour les frais de remise en état d'un appartement, suite à l'état des lieux de sortie par un locataire. Or, il s'avère que le coût de remise en état du logement est plus important que la caution.

La caution à rembourser par la commune est de 508,11 € au profit du locataire. Un mandat a été édité le 29/03/2018. Il est proposé au Conseil municipal de ne facturer que 508,11 € au titre de la remise en état du logement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide ce principe au vu de la situation de l'usager.

V – TEP CV - MISE EN PLACE DE RADIATEURS COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil municipal que des travaux pour l'amélioration thermique et le remplacement de radiateurs électriques sont prévus dans les bâtiments de l'école Pierre Marie Chollet et les bâtiments locatifs.

Une étude a été menée par la société d'ingénierie CMOI, la proposition d'honoraires concernant la maîtrise d'œuvre au titre de la conception et de la réalisation s'élèvent à 2 343,30 € HT. Une délibération n° 073 -2017 a été actée lors de la séance de Conseil le 24 novembre 2017.

Par ailleurs, le montant des travaux s'élève à 18 483,00 € HT.

En parallèle, le dossier est soumis au titre du programme CEE TEPCV à la Communauté de Communes du Val d'Ille -Aubigné dans le cadre d'une participation au financement, et afin de pouvoir l'obtenir, les travaux doivent être clos au 31/12/2018 avec attestation de fin de travaux et attestation de paiement envoyés à l'opérateur pour novembre 2018 au plus tard.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide le montant des travaux à 18 483,00 €.

VI – TEP CV - SDE 35 : ÉCLAIRAGE PUBLIC COÛT DES TRAVAUX

Monsieur Jean-Yves HONORÉ, 1^{er} Adjoint au Maire, présente aux membres du Conseil municipal une étude détaillée avec calcul prévisionnel des participations en euros par le Syndicat Départemental d'Énergie 35, au titre de travaux de rénovation de l'éclairage public Rue des Cours Roussel à Feins.

L'estimation des travaux à réaliser en HT est de	23 900,00 €
Montant de TVA	4 780,00 €
Montant TTC	28 680,00 €
Le montant subventionnable est de	16 538,80 €
TVA avancée par le Maître d'ouvrage (SDE 35)	4 780,00 €

Il est demandé à la commune de Feins un reste à charge de 7 361,20 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide l'étude détaillée présentée ci-dessus et autorise M. le Maire à signer tous document relatif à cette affaire .

VII – VEOLIA : DEVIS DE BRANCHEMENT EAUX PLUVIALES / EAUX USÉES TRAVAUX DE VOIRIE : PATA

VEOLIA : DEVIS DE BRANCHEMENT EAUX PLUVIALES / EAUX USÉES

Monsieur Jean-Yves HONORÉ, 1^{er} Adjoint au Maire, présente aux membres du Conseil municipal un devis pour une extension de réseaux de raccordement aux branchements des eaux pluviales et des eaux usées, au titre de l'assainissement.

La société VEOLIA présente un devis de 5 161 ,87 € Ht et 6 194,24 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide ce devis de la société VEOLIA pour un montant de 5 161,87 € HT, autorise Monsieur le Maire à signer tous documents concernant cette affaire. La facture devra être comptabilisée sur le budget annexe «Assainissement ».

TRAVAUX DE VOIRIE : PATA

Monsieur Jean-Yves HONORÉ, 1^{er} Adjoint au Maire fait part aux membres du Conseil municipal des travaux de modernisation de voirie communale. Un seul devis est parvenu : LEHAGRE Jean-Paul pour un montant de 9 540,00 HT,

Monsieur Rodrigue FAUTREZ quitte la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, propose de valider le devis de la société LEHAGRE pour un montant de 9 540,00 € HT.

VIII – PROJET D'AMÉNAGEMENT VOIRIE : LANCEMENT MARCHÉ DE TRAVAUX DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'une délibération n° 78-2017 en date du 22 décembre 2017 a été prise concernant le projet de travaux d'aménagement Rue des écoles et Rue de Montreuil. Une demande de subvention « Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux » (DETR), a été sollicitée après de la Préfecture, celle-ci est accordée pour un montant subventionnable à hauteur de 228 881,69 € avec un taux de subvention de 40 % dont le montant attribué est de 91 552,68 € (arrêté de M. le Préfet en date du 27/03/2018).

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal le projet :

Définition de l'étendue du besoin

Il s'agit de travaux d'aménagement voirie au niveau de la Rue des écoles et la rue de Montreuil.

Pour des raisons techniques, ces travaux se feront en deux phases : Rue des écoles – Rue de Montreuil.

Procédure envisagée

Monsieur le Maire précise que la procédure utilisée sera le lancement *d'un appel d'offres ouvert* (articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide d'autoriser le Maire à engager la procédure de passation du marché public, de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert dans le cadre du projet de travaux d'aménagement Rue des écoles et Rue de Montreuil et dont les caractéristiques essentielles sont énoncées ci dessus.

IX – CLASSE DÉCOUVERTE: VALIDATION DU SURCOÛT TRANSPORT SCOLAIRE

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que la SNCF a annulé le train qui était prévu le 16 avril et celui du 20 avril pour transporter les élèves d'élémentaire en classe découverte.

La société « Voyages CRESPEL » a pu assurer ce service pour un coût de 2 200 €. Cependant, l'amicale de l'école Pierre Marie Chollet ne possède pas les liquidités pour assurer ce dépassement. Le directeur de l'école demande une participation à la commune.

Compte tenu que la SNCF rembourse la somme engagée de 400 €, le reste à charge de 1 800 € est pris en compte avec une participation des 2/3 du montant par l'Association des parents d'élèves (APE) soit 1 200,00 €. Madame Floriane COQUILLET propose une participation des 1/3 du montant soit 600,00 € par la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide ce principe de participation des 1/3 du montant soit 600,00 €, qui devra être réglée à l'Amicale de l'école Pierre Marie Chollet.

X – JEUX D'ÉCHECS : PARTICIPATION AUX FRAIS DE TRANSPORT

Madame Floriane COQUILLET, 3ème Adjoint au Maire, informe les membres du Conseil municipal qu'une compétition de jeux d'échecs a eu lieu le mercredi 28 mars 2018 à Brest . Des jeunes enfants de Feins ont été sélectionnés pour la finale et ont participé. N'ayant plus d'adhésion pour la navette de la Communauté de commune Val d'ILle-Aubigné, il n'a pas été possible de l'emprunter. Quatre familles ont assuré le transport des jeunes avec leurs véhicules personnels pour le trajet FEINS / BREST / FEINS .

L'amicale de l'école Pierre Marie Chollet de Feins rembourse 40 € par famille ayant assuré le transport.

Madame Floriane COQUILLET propose d'attribuer une subvention de 160 € à l'amicale de l'école Pierre Marie Chollet de Feins

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité à 12 voix pour, 1 voix contre, décide d'attribuer une subvention de 160 € à l'amicale de l'école Pierre Marie Chollet de Feins.

XI – VENTE DE FOIN

Monsieur Jean-Yves HONORÉ fait part aux membres du Conseil municipal d'une vente de fourrage (foin) au prix de 200 € (1 seul lot) sur une partie des parcelles pour une surface d' 1,33 hectare située au « hameau de la Rue ».

Une annonce sera publiée dans le P'tit Finésien du mois de mai 2018, les candidats intéressés devront se faire connaître avant le **24 mai 2018 en mairie**.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal valide la vente de fourrage pour une surface d' 1,33 hectare au prix de 200 €(1 seul lot).

XII – SUBVENTIONS 2018

Monsieur le Maire fait part au Conseil municipal des demandes de subventions qui ont été transmises à la commune. Il rappelle également les différents critères d'attributions :

- ASSOCIATIONS FINESIENNES : fournir le bilan financier de l'année N-1 et état des comptes ;
- ASSOCIATIONS HORS FEINS : pas de subventions sauf exception U S Montreuil Feins Saint-Médard sur Ille et Bien Vivre : fournir le bilan financier de l'année N-1 et état des comptes (certaines associations augmentent les cotisations des adhérents hors de leur commune) .
- ÉCOLES PRIMAIRES (publiques et privées hors commune) : pas de subventions.
- COLLÈGES, LYCÉES (publics et privés) : pas de subventions.
- ORGANISMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE : subvention au nombre d'enfants de la commune dans l'établissement.
- ASSOCIATIONS CARITATIVES : rotation tous les ans en fonction des demandes.

Dossier incomplet : la subvention sera versée lorsque le dossier sera complet,
Associations dont la demande n'est pas arrivée : dossier mis en attente, la subvention sera versée à réception du dossier complet.

Maintien du montant des subventions au même niveau que 2017,

<u>Année 2018</u>		
Vie associative : Associations Finésiennes et Amicale		
	Montant	Observations des votes
Feins Triathlon (prestation)*	Prestation	unanimité
Association des Anciens combattants	200 €	1 contre
Association des Anciens combattants (Drapeaux)	596,50 €	unanimité
CLUB DES AMIS FINESIENS	Prestation	unanimité
RECRE POUR TOUS APE	1 000 €	unanimité
Amicale de l'école Pierre Marie Chollet (École de Feins)	2 500 €	unanimité
Eskell West	800,00	
LA BOUEZE	Prestation	unanimité

* La Subvention pour Feins Triathlon est valorisée sous la forme de prestation : mise à disposition de personnel et de prêt de matériels (barrières, chapiteau,

La subvention pour le Club des Amis Finésiens et la Bouèze est valorisée sous la forme de mise à disposition de locaux et fluides (salle des fêtes, chauffage, électricité ...)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, décide d'accorder les subventions détaillées dans le tableau présenté ci-dessus pour les Associations Finésiennes et Amicale.

<u>Année 2017</u>	
Associations Caritatives	
Prévention routière	50 €
Solidarités Paysans	50 €
Les Restaurants du Cœur	50 €
France Adot 35	50 €
Amicale des donateurs de sang du Canton de St Aubin d'Aubigné	50 €

Rêves de clown	50 €
Organismes Formations / divers	
MFR Saint-Fulgent	65 €
MFR Fougères	65 €
CFA BTP 35 Ille et Vilaine (3 X 65 €)	195 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal décide d'accorder les subventions détaillées dans les tableaux présentés ci-dessus pour les Associations Caritatives et les Organismes Formations / divers.

DÉCIDE également d'accorder une participation :

calculée sur un montant par habitant, à :

- l'ADMR : 0.64 €/ habitant soit 602,24 € (0,64 X 941 = 602,24 €)

- le Comice Agricole : 0.47 €/ habitant soit 442,27€ (0,47 X 941 = 442,27€)

calculée sur un montant à :

- l'OCSPAC (ticket sport) : délibération du 02/07/2010 (le montant de cette participation variant en fonction du transport effectué et du nombre d'enfants).

- ALSH - 8,50 €/jour /par enfant, 4,25 € la ½ journée/par enfant de septembre 2017 à août 2018 à ne pas renouveler ?.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité décide d'accorder une participation à l'ADMR, au Comice agricole et à l'OCSPAC, une participation aux Alsh et Halte garderie de Saint Aubin d'Aubigné.

Participation forfaitaire

- Ille et développement : 350 €

- ACSE 175 : 187,40 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité à 12 voix pour, et 1 abstention, décide d'accorder une participation forfaitaire aux associations Ille et Développement et ACSE 175.

Population DGF 2017 : 975

Population municipale INSEE 2018 : 941

XVI – QUESTIONS DIVERSES

Dispositif argent de poche

La commune ne prendra que 5 jeunes pour ce dispositif.

Bornes Incendie

La Mairie étant propriétaire des bornes « incendie », est responsable et doit en assurer l'entretien. (Réfection peinture)

Couleur de Bretagne : dimanche 27 mai 2018

Mise en place du panneau et du fléchage le samedi,

2 personnes pour l'accueil : café le matin et fin d'après midi pour le palmarès et le pot de l'amitié,

Composition du Jury : 5 membres dont 4 professionnels (y.c. M. Maubé, élu délégué à la culture CCVIA) et le représentant du crédit mutuel,

Établir une carte des « spots » sur la commune : étang de boulet, chapelle du Mafay,

Demander l'autorisation aux propriétaires de maison de pouvoir pénétrer,

Parking relais du boulet.

Fermeture mairie

Lundi 7 mai 2018

Fermeture les samedis : du samedi 21 juillet 2018 au samedi 25 août 2018 inclus.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 30

Conseil municipal

Prochaines réunions le 25 mai 2018 à 20h30.